

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AFR 25/012/2008 – ÉFAI

14 novembre 2008

AU 315/08 **Détention arbitraire / Torture et autres formes de mauvais traitements**

ÉTHIOPIE **Bekele Jirata (h), secrétaire général du Mouvement démocratique fédéraliste oromo (OFDM)**
Asefa Tefera Dibaba (h), enseignant à l'université d'Addis-Abeba
Bekele Negeri (h), homme d'affaires
Dejene Borena (h)
Fiqadu Jalqaba (h), étudiant
Eshetu Kitil (h), propriétaire de l'hôtel Hawi
Desta Kitili (h), son frère
Kebede Borena (h), directeur adjoint de l'hôtel Hilton d'Addis-Abeba
Leslie Wodajo (f), journaliste
ainsi qu'un certain nombre d'autres membres de l'ethnie oromo

Une quinzaine de membres de l'ethnie oromo, dont ceux nommés ci-dessus, ont été arrêtés aux alentours du 30 octobre 2008 à Addis-Abeba, la capitale de l'Éthiopie, ainsi que, semble-t-il, dans l'est et l'ouest de la région d'Oromia. La plupart seraient détenus au secret dans des centres de détention situés à Addis-Abeba, notamment dans les locaux du Département central d'enquêtes (également connu sous le nom de Maikelawi), où des prisonniers politiques auraient été torturés et soumis à d'autres mauvais traitements par le passé.

D'après les informations reçues par Amnesty International, certains de ces détenus ont comparu brièvement devant un tribunal de première instance, accusés d'avoir soutenu financièrement le Front de libération oromo (FLO). Plusieurs d'entre eux ont également été exhibés devant les caméras de la télévision publique le 5 novembre. Amnesty International craint que toutes ces personnes ne subissent des actes de torture et d'autres formes de mauvais traitements.

Les autorités éthiopiennes, notamment la Force nationale d'intervention antiterroriste, auraient affirmé que les personnes détenues entretenaient des liens avec le FLO et un autre groupe armé d'opposition inconnu auparavant, *Kawerj*.

Bekele Jirata est secrétaire général du Mouvement démocratique fédéraliste oromo (OFDM), un petit parti politique éthiopien qui occupe quelques sièges au Parlement. Parmi les autres personnes arrêtées figurent Asefa Tefera, enseignant à l'université d'Addis-Abeba, et un certain nombre d'étudiants. Leslie Wodajo est une journaliste qui travaillait pour la chaîne en langue oromo de la télévision publique éthiopienne. Le 12 septembre, le temps d'antenne de cette chaîne a été réduit, une mesure que l'OFDM et un autre parti d'opposition, le Congrès national oromo (CNO), estiment motivée par des considérations politiques. Soixante membres de son personnel ont en outre été démis de leurs fonctions ; nombre d'entre eux ont été placés sous surveillance par les forces de sécurité et leurs déplacements à Addis-Abeba ont été restreints.

L'OFDM dément fermement tout lien de Bekele Jirata ou du parti avec le FLO. En avril, il a accusé les autorités éthiopiennes d'actes d'intimidation pendant les élections locales qui étaient les premières organisées depuis les violences ayant suivi le scrutin de 2005, aux cours desquelles environ 187 civils avaient été tués.

Cette vague d'arrestations fait suite à une série d'attentats-suicides commis à Hargeisa, dans le Somaliland, notamment une attaque contre le consulat d'Éthiopie qui a tué plusieurs responsables éthiopiens ainsi que des ressortissants du Somaliland faisant la queue pour obtenir un visa.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Ces dernières années, des milliers de membres de l'ethnie oromo ont été arrêtés et, bien souvent, torturés parce qu'ils étaient soupçonnés d'entretenir des liens avec le FLO. Ce groupe armé combat le gouvernement éthiopien dans l'est et l'ouest de la région d'Oromia et dans d'autres parties du pays depuis 1992. Amnesty International considère certaines des personnes détenues en raison de leurs liens présumés avec le FLO comme des prisonniers d'opinion, car elles n'ont ni recouru à la violence ni prôné son usage.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :

- demandez la libération immédiate et sans condition de Bekele Jirata et des autres citoyens oromo récemment arrêtés, notamment ceux nommés ci-dessus (veuillez les nommer), à moins que ces personnes ne soient inculpées d'une infraction dûment reconnue par la loi ;
- dites-vous préoccupé par leur maintien en détention au secret, une situation qui les expose au risque d'être torturés ou victimes d'autres formes de mauvais traitements ;
- exhortez les autorités à présenter toutes les personnes détenues devant un tribunal qui les jugera équitablement, et à leur permettre d'entrer en contact avec leurs proches, de bénéficier d'une assistance juridique et de recevoir des soins médicaux ;
- dites que vous craignez que ces détenus ne soient des prisonniers d'opinion qui n'ont ni recouru à la violence ni prôné son usage.

APPELS À :

Premier ministre :

Meles Zenawi

Office of the Prime Minister

PO Box 1031

Addis Ababa, Éthiopie

Fax : +251 11 1552020

Formule d'appel : *Your Excellency, / Monsieur le Premier ministre,*

Ministre de la Justice :

Berhan Hailu

Ministry of Justice

PO Box 1370

Addis Ababa

Éthiopie

Fax : +251 11 5517775/ +251 11 5520874

Courrier électronique : justice@telecom.net.et / ministry-justice@telecom.net.et

Formule d'appel : *Dear Minister, / Monsieur le Ministre,*

COPIES À :

Gouverneur de la région d'Oromia :

Mr. Abadula Gameda,

P.O. Box 10176

Addis Ababa

Éthiopie

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Éthiopie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 26 DÉCEMBRE 2008, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.